

Il est temps d'en finir avec les frontières et les patrons

Mardi 2 avril, Trump déclarait la guerre commerciale au monde entier : des droits de douane passant de 10 % à 25 %, voire plus, semant la panique parmi les patrons européens, et de 20 % à 54 % pour les importations venues de Chine. Mardi 8 avril, il raillait, lors d'un banquet de notables du Parti républicains, les pays qui cherchaient à négocier ces taxes à la baisse : « Ils nous appellent, ils me lèchent le cul. » Le lendemain, volte-face : il annonçait une pause de 90 jours, le temps des marchandages... sauf pour la Chine, où les droits allaient au contraire monter à 145 %.

La guerre des mafias qui gouvernent

Culot et inconséquence d'un parrain de mafia, qui pourrait déséquilibrer l'économie de la planète ? En partie. Mais pas si fou : entre la chute des cours de la bourse provoquée par la première annonce et leur remontée, certains s'en sont mis dans les poches. « C'est le bon moment pour acheter » avait tweeté Trump sur ses réseaux, prévenant ses amis de la volte-face qu'il allait opérer et ferait regimber le cours des actions, enrichissant les acquéreurs. Au point que des sénateurs américains ont demandé une enquête contre lui pour « délit d'initiés ».

Samedi 12, il annonçait que smartphones, ordinateurs et quelques autres produits électroniques fabriqués en Chine ne subiraient pas la hausse des droits de douane. Car une partie de l'industrie américaine de la tech, comme Apple qui y fait assembler ses produits, craint de ne plus pouvoir profiter à satiété de l'exploitation des ouvriers chinois, et Amazon y perdrait une grande partie de son trafic.

Ce nouvel épisode est caractéristique de ces bras de fer et marchandages entre les gouvernants qui, à la tête des grandes puissances, défendent les intérêts des grandes sociétés industrielles et commerciales : une rivalité sur le dos des travailleurs qu'ils exploitent et de tous les peuples pauvres de la planète.

... sur notre dos

C'est à nous tous qu'ils comptent faire payer l'addition. Par la hausse des prix entraînée par les nouveaux droits de douane. Par les licenciements et le chômage provoqués par les restructurations, déplacements de lieux de production, que décideront les patrons en fonction de la rentabilité des divers marchés.

Quand Trump clame qu'il va ainsi réindustrialiser les États-Unis et en y ramenant la production faite au Mexique, c'est pour déplacer le chômage de l'autre côté du Rio Grande, à condition de réussir à imposer aux travailleurs américains les salaires des ouvriers mexicains, au nom de la concurrence.

Il en est de même ici de tous ceux qui, de Le Pen et Macron jusqu'aux leaders de la gauche, nous parlent de patriotisme économique et de protectionnisme censé sauver « notre » industrie et « nos » emplois. C'est de sauver les profits des patrons français dont ils parlent.

Entre travailleurs, ni guerre ni frontières

Ceux des syndicats qui enchaînent sur le même thème sous le prétexte de « lutter contre le dumping social », se placent sur le même terrain, arguant d'un capitalisme plus national, où patrons et ouvriers auraient des intérêts communs, et où l'État nous protégerait des abus et les barrières douanières des concurrents. Mais nous n'avons aucun intérêt commun avec les exploiters de nos pays, qu'ils soient marchands de produits de luxe comme Arnault ou d'instruments de mort comme Dassault. Refusons d'être entraînés dans leurs guerres, aujourd'hui commerciales et peut-être demain militaires. Les seuls combats qui valent d'être menés sont ceux des travailleurs et travailleuses de tous les pays, par-delà les frontières.

Car tous les grands groupes exploitent des ouvriers aux quatre coins du monde et ce seront nos luttes communes qui nous débarrasseront de tous ces parasites et permettront d'organiser nous-mêmes la production en fonction des besoins de tous.

Crise du logement

En raison des travaux de rénovation à l'ECT, tous les contrôleurs vont devoir déménager. On ne sait pas où la direction va nous caser mais a priori il n'y aura pas de moulures au plafond. Pour l'instant, aucune des options qui ont filtré ne fait rêver. Pas question de passer des mois dans un cagibi !

Leur pagaille...

La CGT Cheminots a appelé les ASCT à faire grève vendredi 11 avril, et font suite avec une nouvelle date coordonnée avec les ADC le 5 mai. De leur côté SUD Rail et le Collectif National ASCT (CNA) appellent à la grève les 9, 10 et 11 mai. Cette multiplication des dates appelées depuis les sommets est le reflet des querelles entre directions syndicales. Pour que cela ne déteigne pas sur le terrain, organisons-nous nous-mêmes, entre collègues de travail.

... Nos luttes !

Cette nouvelle séquence de grève des ASCT est la suite du mouvement fin 2022 pour l'augmentation de la prime de travail et son maintien intégral en cas d'arrêt maladie ou de congés, pour un déroulement de carrière automatique à l'ancienneté, pour l'amélioration de l'aménagement de fin de carrière. Depuis les directions syndicales et le CNA ont appelé à des journées de grève en 2023 et en 2024, mais chaque fois pour « peser sur les négociations ». La SNCF n'a lâché que des mesurette et n'a pas tenu ses engagements par la suite. Mieux vaut mettre toutes nos forces dans la bataille afin d'augmenter le rapport de force et gagner sur nos revendications.

Futur Castex pour les cheminots ?

D'après plusieurs sources, le futur PDG de la SNCF pourrait être Jean Castex. Ex-Premier Ministre de Macron, patron de la RATP depuis fin 2022... Voilà quelqu'un de rôdé aux attaques contre les travailleurs. Mais ça ne nous fera pas pour autant regretter Farandou, qui a su tout aussi bien casser nos conditions de travail et refuser la hausse de nos salaires. Qu'ils aient fait toute leur carrière dans la boîte ou qu'ils sortent de l'ENA, les patrons restent des patrons !

Prime à la division

En accordant des primes différenciées selon les métiers, la boîte tente de nous enfermer dans des revendications corporatistes. Les bas salaires, c'est partout à la SNCF. Alors, au lieu de nous battre chacun de notre côté pour de meilleures primes, battons-nous tous ensemble pour leur intégration aux salaires et l'augmentation de ces derniers !

Diable ! Bayrou voit rouge ?

Devant la dette abyssale que son gouvernement et les précédents ont creusée à coups de cadeaux au patronat, ce n'est pas le bon Dieu de Bétharram que Bayrou a invoqué en conférence de presse, c'est... Lénine et Trotski, qui ont dit que « seule la vérité est révolutionnaire ». Bayrou pense-t-il pouvoir s'appuyer sur eux pour nous faire gober qu'il faudrait se serrer la ceinture ? Même si, par peur d'avoir péché il rajoute qu'il leur préfère quand même Mendès-France. Nous pas. Les Lénine et Trotski ont inspiré la révolution ouvrière qui avait ébranlé le monde, chassant du pouvoir les Bayrou de l'époque et c'est bientôt le 1er mai, journée internationale de lutte des travailleurs et travailleuses, et des jeunes en révolte à leurs côtés. L'occasion de dire partout et ensemble un grand « non » aux politiques militaristes, nationalistes et racistes : ni chair à patrons, ni chair à canons !

Priorité pour loger... la surpopulation carcérale

Dans une interview au Figaro, le ministre de la Justice, Gérald Darmanin, montre ses muscles en affirmant qu'en l'espace de 18 mois il va créer 3 000 places supplémentaires dans les prisons en construisant « des structures légères et moins coûteuses ». Il n'y a plus qu'à le croire. Mais s'il a vraiment trouvé la recette miracle pour construire rapidement, il ferait bien de la communiquer à Valérie Létard, sa collègue du Logement, qui a sur ses listes d'attente plus de 2,7 millions de familles en attente d'un logement social, chiffre qui ne cesse d'augmenter. Mais de cela les ministres ne se vantent pas dans Le Figaro.

Suicides à l'hôpital : des plaintes déposées contre Vautrin, Borne et Neuder

Dix-neuf plaignants – parmi lesquels des soignants et des veufs et veuves de soignants venus des quatre coins du pays – ont déposé plainte devant la Cour de justice de la République, compétente pour juger les ministres dans l'exercice de leurs fonctions. Cette plainte vise la ministre de la Santé, Catherine Vautrin, celle de l'Éducation nationale, Élisabeth Borne et le ministre à l'Accès aux soins Yannick Neuder. Son but est de dénoncer les suicides du personnel dans les hôpitaux publics dans un contexte de dégradation continue des conditions de travail. Elle a été déposée pour « harcèlement moral, violences mortelles, homicide involontaire et mise en péril de la personne » et cherche à sensibiliser l'opinion et la classe politique face à une « épidémie de suicides à l'hôpital public ». On ne sait pas si cette plainte aboutira, mais elle a au moins le mérite d'exposer au grand jour un aspect tragique de la grande misère de l'hospitalisation publique.